

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 25/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRUEGGEN FRANCE SNC

ZI du Felet
Avenue du Pradoux
63300 Thiers

Références : 20230925-RAP-63-1183-BRUEGGEN_RapportInspection
Code AIOT : 0005601734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement BRUEGGEN FRANCE SNC implanté ZI du Felet Avenue du Pradoux 63300 Thiers. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral de restriction de l'usage de l'eau a placé le bassin hydrographique de la Dore en crise sécheresse à partir du 19/08/2023. Par ailleurs plusieurs évolutions réglementaires sur la thématique sécheresse sont apparus en 2023. Le but de l'inspection était de vérifier la connaissance et l'application de ces nouveaux textes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRUEGGEN FRANCE SNC
- ZI du Felet Avenue du Pradoux 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005601734
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement est une unité de production de produits céréaliers pour petits déjeuners, comprenant notamment un magasin d'entreposage de grande dimension.

La production est d'environ 36 000 t/an (150 t par jour maximum).

Les matières premières entrant dans la fabrication des produits céréaliers pour petits déjeuners sont essentiellement : maïs déshydraté, farine, semoule, sucre, sel, poudre de lait, sirop de malt, huile, amidon, arômes et vitamines.

Le procédé utilise des opérations de mélange, de mise en forme, de cuisson, de séchage puis de conditionnement en emballages cartons et plastiques. Ils sont ensuite palettisés avant stockage.

Le site dispose de 2 process, corn flakes (maïs écrasé) et produits extrudés à base de farine.

Les produits peuvent ensuite être enrobés (sucre, chocolat, miel ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan hors fiches de constats

L'exploitant indique que plusieurs projets sont à l'étude :

- une extension de la partie logistique, mais plus bas et non automatisé pour le stockage des palettes, de produits pondéreux et des pièces de rechange ;
- une extension pour ajouter une ligne de conditionnement et création d'une entrée poids lourd ;
- la mise en place de panneaux photovoltaïques, en ombrières et au sol.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est investi sur les économies d'eau et d'énergie. La mise en place de la télérelève du compteur d'eau permet de suivre au jour le jour les prélèvements d'eau.

Les actions de réductions des consommations d'eau déjà engagées portent leur fruit, et l'exploitant continue la recherche de solution pour économiser de l'eau, une mission sur ce thème va être lancée prochainement.

Une partie des déchets est récupérée pour être valorisée en alimentation animale ou méthanisation, cela permet à la fois de réduire les consommations d'eau liées au nettoyage, et de diminuer la charge au niveau de la station d'épuration interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 20.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Plan des réseaux d'alimentation Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,<ul style="list-style-type: none">• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Un plan des réseaux figure dans la dernière version du PSH. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il va lancer une mission auprès d'un bureau d'étude pour disposer d'un bilan précis des consommations d'eau et avoir des propositions d'actions de réduction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 19.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Identification du ou des milieux de prélèvement - Présence d'un (plusieurs) compteur(s) - Fréquence de relevé et maintenance (optionnel) - Volumes prélevés - Respect des volumes prescrits le cas échéant <p>Les prélèvements d'eau se font exclusivement à partir du réseau public ; ils sont limités à 23 000 m³/an et 100 m³/j à l'exception des volumes nécessaires à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours.</p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.</p> <p>L'alimentation en eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Le dispositif de mesure totalisateur est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé avec l'indication de la quantité d'eau utilisée en dehors des usages sanitaires et incendie.</p> <p>Une synthèse de la consommation d'eau est réalisée annuellement ; les relevés ainsi que cette synthèse sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Outre le compteur général, qui dispose de la télérelève depuis début 2023, l'exploitant indique qu'il dispose de 12 autres compteurs relevés quotidiennement.</p> <p>Le volume prélevé respecte la limite imposée dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant a mis en place un fichier de suivi des consommations d'eau.</p> <p>Le premier poste de consommation est la production/nettoyage avec environ 700 m³/mois (dont une partie d'eau pour la recette),</p> <p>Le deuxième poste est la chaudière vapeur avec environ 500 m³/mois, puis la station d'épuration (130 m³/mois) et les eaux sanitaires (100 m³/mois).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – gestion économe de l’eau

Référence réglementaire : Code de l’environnement du 07/04/2008, article 19.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Prescription contrôlée : Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
Constats : Plusieurs actions ont déjà été mises en place, notamment du nettoyage haute pression, et l'installation d'aspiration (pour éviter les nettoyages à l'eau). Par ailleurs, la mission devrait aboutir à de nouvelles actions de réduction pérenne. S’agissant d’une entreprise du secteur agroalimentaire, le décret précisant les possibilités de réutilisation de l’eau est attendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse - applicabilité de l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Applicabilité
Prescription contrôlée : L'exploitant se positionne sur l'applicabilité de l'AM (articles 1 et 3)
Constats : L'établissement prélève plus de 10 000 m ³ /an et relève du régime de l'enregistrement, l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/2023 s'applique donc. L'exploitant n'entre pas pour l'instant dans l'une des exemptions de l'article 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse - respect de l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration dans démarche simplifiée
Prescription contrôlée : L'exploitant a rempli ses obligations de déclaration dans l'outil national.
Constats : L'exploitant a fait 4 déclarations (semaine 32 à 35). L'exploitant signale la lourdeur des déclarations, en effet, il faut ressaisir les données d'une semaine sur l'autre. De plus, le volume prélevé semble demandé tantôt en volume journalier, tantôt en volume hebdomadaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : L'exploitant a réalisé un PSH. Un PSH complété a été transmis le 11/09/2023, en prenant en compte les remarques faites lors de l'inspection et notamment l'ajout de schémas au I.8 et le renseignement des mesures mises en place de façon conjoncturelle au III.2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse – Restrictions liées à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction de volume selon l'AM
Prescription contrôlée : Vérifier la réduction de volume prélevé
Constats : Le volume de référence est de 54 m ³ /j. Compte tenu des actions mises en place, notamment sur les nettoyages (sensibilisation du personnel, nettoyage ou pré-nettoyage à sec, récupération de "concentré" en cuve IBC...), le prélèvement est d'environ 40 m ³ /j. Cela correspond à la baisse de 25% demandée, le bassin étant en crise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse – Respect des valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 21.8.1 et 40.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejet dans l'eau
Constats : Les rejets du site sont raccordés à la station d'épuration urbaine. Les paramètres (pH, débit, DCO, MES, DBO5, N, P) respectent les valeurs limites imposées. En revanche, en été, la température des rejets dépassent régulièrement les 30°C maximum. L'exploitant précise que c'est lié aux températures extérieures.

Observations : La principale cuve de la station d'épuration interne, en extérieur, est noire, ce qui augmente la température des eaux stockées. L'exploitant doit étudier la possibilité de recouvrir cette cuve pour atténuer le réchauffement des effluents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Classement 1510
<p>Constats :</p> <p>Concernant l'entrepôt, une modification de la nomenclature (décret n°2020-1169 du 24/09/2020 – en vigueur au 1er janvier 2021), est à prendre en compte.</p> <p>Tous les produits combustibles présents sur site (plastiques, cartons, bois), seront désormais classés sous la rubrique 1510 (et plus sous les rubriques 1530, 1532 et 2663). Le tonnage de matières combustibles pour la rubrique 1510 devra donc être révisée pour prendre en compte ce changement.</p> <p>Outre le volume du transstockeur, l'arrêté précise le tonnage de matière combustible maximum (4100 tonnes). A priori, le tonnage tient déjà compte de l'ensemble des matières combustible, y compris celles qui relevaient également des rubriques 1530, 1532 et 2663.</p> <p>Ainsi, suite au décret suscité, le site ne relève plus de la rubrique 1530. En effet, les papiers/cartons, stockés dans le transstockeur, sont maintenant classés uniquement sous la rubrique 1510.</p> <p>L'exploitant a prévu de vérifier le classement du site le 28/09/2023.</p>
Observations : L'exploitant confirmera, que le tonnage maximum de matière combustible fixé dans l'arrêté est suffisant et si d'autres modifications de classement ont été identifiées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet